



CONFÉRENCE-DÉBAT

Vendredi 27 novembre 2009 à Bruxelles

COMMENT FAIRE RESPECTER LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS ?

L'ENJEU DE LA RATIFICATION PAR LA BELGIQUE DU PROTOCOLE FACULTATIF AU PIDESC

A la Maison des Parlementaires, 21 rue de Louvain de 9h à 17h
Interprétation en français et néerlandais assurée
Entrée gratuite

Sous l'effet de la crise mondiale, nos droits économiques, sociaux et culturels (DESC) en Belgique sont encore plus menacés. Au Sud, les populations, déjà vulnérables, se trouvent durement touchées et voient leurs droits bafoués. Pourtant, la Belgique a l'obligation de respecter, protéger et promouvoir nos droits au logement, au travail, à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à la terre, etc., en Belgique mais aussi à l'étranger, en vertu du Pacte international pour les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) qu'elle a ratifié en 1983.

Après plus de 20 ans de pression de la société civile, l'Assemblée Générale a enfin adopté le nouveau Protocole facultatif au PIDESC. Le 24 septembre 2009, la Belgique, ainsi que 19 autres Etats membres de l'ONU ont signé le Protocole et se sont ainsi engagés à donner aux victimes de violations de leurs droits économiques, sociaux et culturels, un nouveau moyen de recours international. Si ce pas important est à saluer, rien n'est acquis. Pour que le Protocole entre en vigueur, il faut qu'au moins 10 Etats le ratifient.

Pourquoi la Belgique doit ratifier ce Protocole au plus vite ? Quelle est l'attitude de la Belgique en matière de respect des DESC, sur son territoire et hors de ses frontières ? Quelles sont les obligations extraterritoriales des Etats ? Etc.



PROMOUVONS ENSEMBLE DES DROITS ÉCONOMIQUES SOCIAUX ET CULTURELS !

Renseignements et inscriptions (gratuite obligatoire) :

Renaud Duterme : 0494/59.66.75 ren387@live.be

FIAN Belgique, 35 Rue Van Elewyck, 1050 Bruxelles, fian@fian.be - 02 640 84 17 - www.fian.be - www.face-it-act-now.org
CADTM, 345 Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, info@cadtm.org - 04 226 62 85 - www.cadtm.org

Avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération au Développement et de la Commission Européenne